Le conseil d'administration de la SEE assume l'entière responsabilité de la Société en vertu des pouvoirs qui lui sont transférés ou délégués par la loi. Toutefois, à la différence des sociétés du secteur privé, où le conseil d'administration se prévaut en dernière instance du pouvoir qu'il a de nommer les dirigeants de la Société et de fixer leur rémunération pour influencer la prise de décision et la gestion quotidiennes, les conseils d'administration des sociétés de la Couronne n'ont pas un tel pouvoir. Nous croyons que cela constitue une lacune importante, puisque l'effet est de briser la filière hiérarchique en encourageant la haute direction de ces sociétés à contourner le conseil pour traiter directement avec le gouvernement. Nous recommandons donc de donner au conseil de la SEE le droit de nommer les membres de sa haute direction (y compris le président et directeur général) et à déterminer leur rémunération conformément aux lignes directrices formulées par le gouvernement.

Compte tenu de la responsabilité que le ministre assume devant le Parlement pour la SEE, nous reconnaissons que le gouvernement doit conserver son contrôle sur la Société, ce qui peut se faire par le biais du contrôle des nominations au conseil. Néanmoins, le processus de nomination devrait inclure une participation significative de la part du conseil en exercice, comme prévu dans les meilleures pratiques de gestion du secteur privé. Le Rapport recommande donc la création, au sein du conseil de la SEE, d'un comité qui aurait pour tâche de déterminer les critères applicables aux candidats souhaitables aux postes de membres du conseil d'administration. Il propose également que le conseil fasse des recommandations au Ministre au sujet des sièges à pourvoir, mais le Ministre ne serait pas tenu de faire son choix exclusivement à partir de la liste présentée par le conseil d'administration.